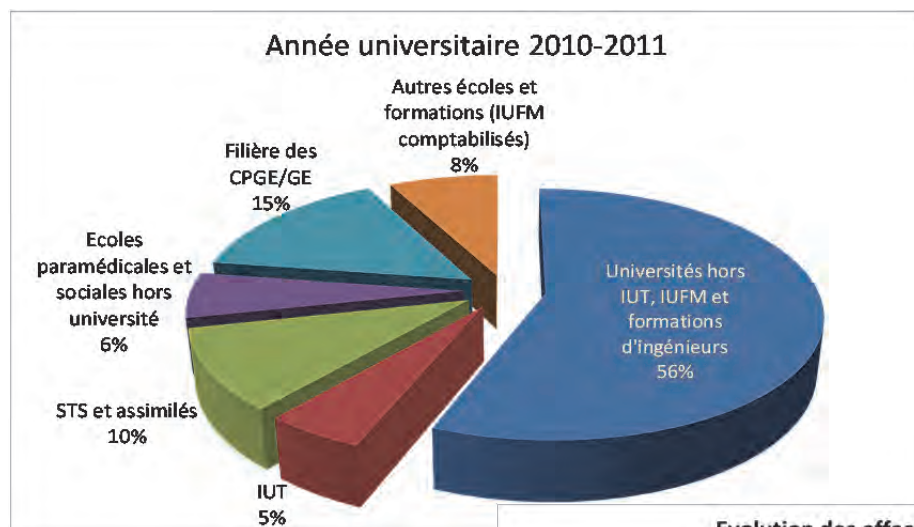


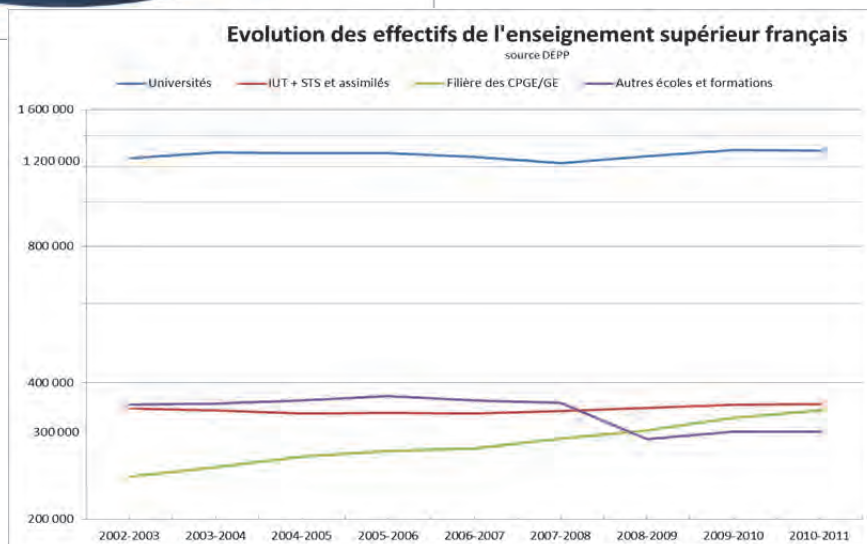
Les grandes écoles, acteurs majeurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (effectifs)

Les grandes filières du supérieur								
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Part du total	Evolution sur 1 an	Evolution sur 5 ans
Etudiants scolarisés dans la totalité des établissements d'enseignement supérieur français	2 253 832	2 231 495	2 234 162	2 314 032	2 318 700		0,2%	2,9%
Universités hors IUT, IUFM et formations d'ingénieurs	1 259 425	1 221 113	1 203 288	1 247 627	1 299 763	56,1%	4,2%	3,2%
IUFM	74 161	70 100	64 037	59 953				
IUT	113 769	116 223	118 115	118 139	116 476	5,0%	-1,4%	2,4%
STS et assimilés	228 329	230 877	234 164	240 322	242 247	10,4%	0,8%	6,1%
Ecoles paramédicales et sociales hors université	131 100	134 407	137 165	136 164	136 164	5,9%	0,0%	3,9%
Filière des CPGE/GE	286 584	301 525	314 362	335 343	348 057	15,0%	3,8%	21,5%
Autres écoles et formations (IUFM comptabilisés)	160 464	157 250	164 524	177 919	175 993	7,6%	-1,1%	9,7%

Type d'établissement	Effectifs								
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Universités	1 251 826	1 287 088	1 286 382	1 283 516	1 259 425	1 221 113	1 265 832	1 306 145	1 299 763
IUT + STS et assimilés	350 924	347 917	342 670	343 000	342 098	347 100	352 279	358 461	358 723
Filière des CPGE/GE	248 295	260 373	275 287	282 920	286 584	301 525	314 362	335 343	348 057
Autres écoles et formations	357 483	360 772	365 458	373 831	365 725	361 757	300 196	312 648	312 157
Total	2 208 528	2 256 150	2 269 797	2 283 267	2 253 832	2 231 495	2 232 669	2 312 597	2 318 700



Sources : MESR DGESIP/DGRI SIES et MEN-DEPP

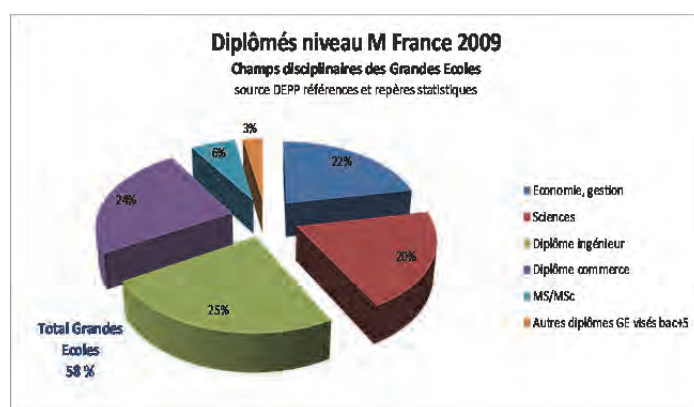
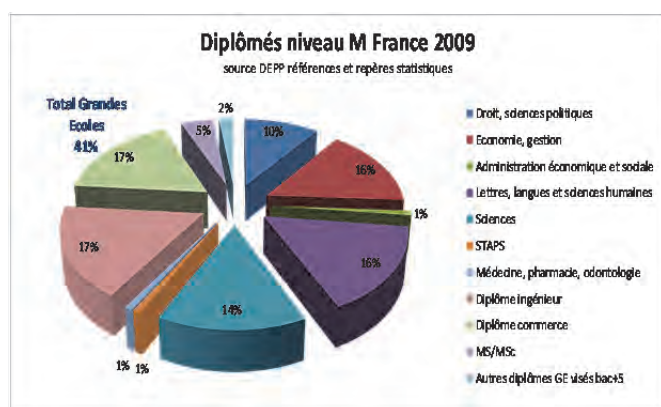


Les grandes écoles, acteurs majeurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (flux)

Diplômés M par discipline	Total année 2009	% des diplômés	Dans les champs disciplinaires des GE	% des diplômés
Droit, sciences politiques	16 797	10,3%	-	
Economie, gestion	25 457	15,6%	25 457	22,0%
Administration économique et sociale	1 558	1,0%	-	
Lettres, langues et sciences humaines	26 527	16,3%	-	
Sciences	23 373	14,3%	23 373	20,2%
STAPS	1 283	0,8%	-	
Médecine, pharmacie, odontologie	1 294	0,8%	-	
Diplôme ingénieur	28 253	17,3%	28 253	24,4%
Diplôme commerce	28 142	17,2%	28 142	24,3%
MS/MSc	7 251	4,4%	7 251	6,3%
Autres diplômes GE visés bac+5	3 221	2,0%	3 221	2,8%
Total université	96 289	59,0%	48 830	42,2%
Total Grandes Ecoles	66 867	41,0%	66 867	57,8%
Total général	163 156		115 697	

Les effectifs de la filière CPGE/GE représentent 15 % du total du nombre des étudiants en France et 27 % des effectifs des universités.

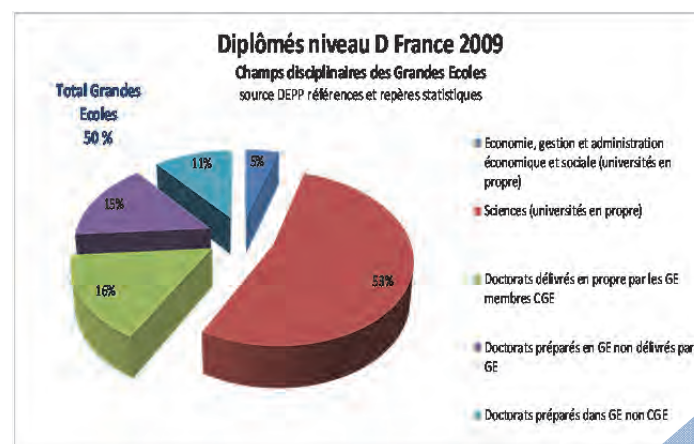
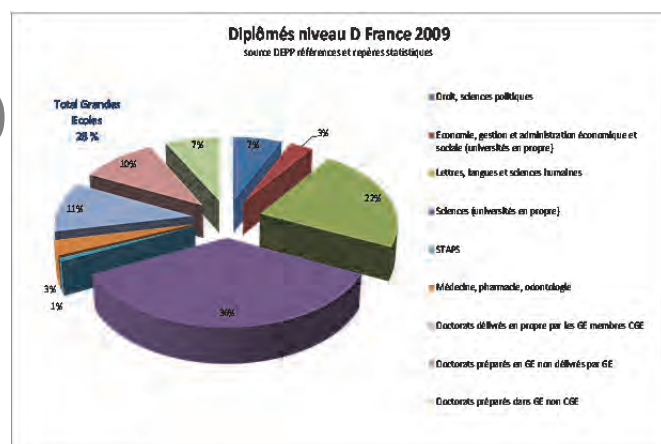
Si l'on considère les deux niveaux de sortie possibles en grandes écoles (master pour le diplôme principal des écoles et doctorat), la contribution des grandes écoles à la production nationale de diplômés est bien plus importante avec 41 % des masters et 28 % des doctorats.



Doctorat par discipline	Total année 2009	% des diplômés	Dans les champs disciplinaires des GE	% des diplômés
Droit, sciences politiques	802	6,5%		
Economie, gestion et administration économique et sociale (universités en propre)	387	3,2%	387	5,5%
Lettres, langues et sciences humaines	2 750	22,4%		
Sciences (universités en propre)	4 379	35,7%	4 379	62,7%
STAPS	92	0,8%		
Médecine, pharmacie, odontologie	386	3,1%		
Doctorats délivrés en propre par les GE membres CGE	1 312	10,7%	1 312	18,8%
Doctorats préparés en GE non délivrés par GE	1 251	10,2%	1 251	17,9%
Doctorats préparés dans GE non CGE	902	7,4%	902	12,9%
Total universités	8 796	71,7%	3 515	50,4%
Total GE	3 465	28,3%	3 465	49,6%
Total France	12 261		6 980	

Si on retient seulement les disciplines dans lesquelles opèrent les grandes écoles ce sont 58 % des diplômés de master et 50 % des docteurs qui sont formés par les grandes écoles.

La filière CPGE/GE est un dispositif exigeant mais massif quant à sa contribution nationale aux flux de diplômés au niveau M et D.

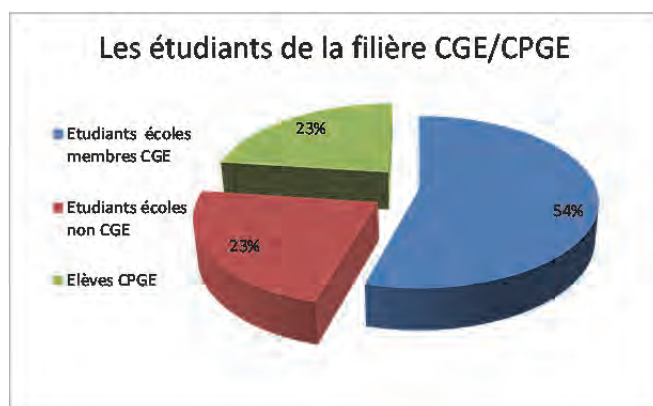


La Conférence des Grandes Écoles

L'objet principal de la CGE, créée en 1973, est la promotion, sous toutes ses formes, tant en France qu'à l'étranger, du développement et du rayonnement de ses établissements d'enseignement supérieur et de recherche, publics ou privés, par une recherche constante de l'excellence, en liaison avec le monde de l'entreprise, les acteurs de l'économie et de la société civile.

C'est une association loi de 1901 regroupant trois collèges de membres :

- Le collège « **Écoles** » comprend, en 2011-2012, 221 établissements d'enseignement supérieur et de recherche dont 14 étrangers. 7 nouveaux membres ont rejoint ce collège en 2011-2012
- Le collège « **Entreprises** » rassemble 16 entreprises
- Le collège « **Autres organismes** » est composé de 45 organisations, associations de diplômés, d'enseignants, de proviseurs de lycée...



Les écoles membres de la CGE forment environ 75 % de l'ensemble des étudiants en grandes écoles, toutes disciplines confondues.

Environ 80 000 élèves sont inscrits en CPGE. Cela représente environ un quart des quelque 348 000 étudiants de la filière CPGE/GE.

Les grandes écoles relèvent de plusieurs ministères :

- * Enseignement supérieur et Recherche, Économie, Industrie (Redressement productif), Agriculture, Défense, Écologie et Développement durable, Santé ou même directement du Premier ministre.
- * Certaines écoles dépendent d'organismes consulaires, d'autres ont un statut associatif ou autre.

Les Ecoles de la CGE par tutelle et/ou statut	
Agriculture	11
Agriculture et MESR	4
Culture	3
Défense	10
Ecologie et DD	4
Economie-Industrie EPA, EPSCP	14
Economie-Industrie Consulaire	18
Economie-Industrie Statut privé	2
Economie et Culture	1
MESR	68
Intérieur	1
Affaires sociales-Santé et MESR	1
Premier ministre	1
Ville de Paris	2
Syndicats mixtes	2
Autres	65
TOTAL	207

Source : CGE- Observatoire – Juin 2012



Regroupant 60 % des écoles d'ingénieurs habilitées par la CTI, 80 % des écoles de management conférant le grade de master et 22 % des écoles dites d'autres spécialités, la CGE est un acteur majeur dans l'enseignement supérieur français.

Les voies d'accès aux grandes écoles de la CGE

Diversité des origines et des profils

Les voies d'accès dans les grandes écoles sont désormais multiples : classes préparatoires, écoles intégrées en 5 ans, passerelles avec de nombreuses filières universitaires.

Les offres de formation en cinq années directement après le baccalauréat ont vu une forte montée en puissance avec des établissements de grande dimension.

Les INSA, UT, ENI et autres écoles d'ingénieurs post bac offrent dorénavant quelque 8 000 places directement accessibles après le baccalauréat. Ce chiffre est à rapprocher des 29 000 diplômés annuels de la filière.

Les écoles de management sont moins nombreuses sur ce format post bac mais l'ensemble des écoles de management a des flux entrants très importants au niveau L3, notamment via les IUT et les STS.

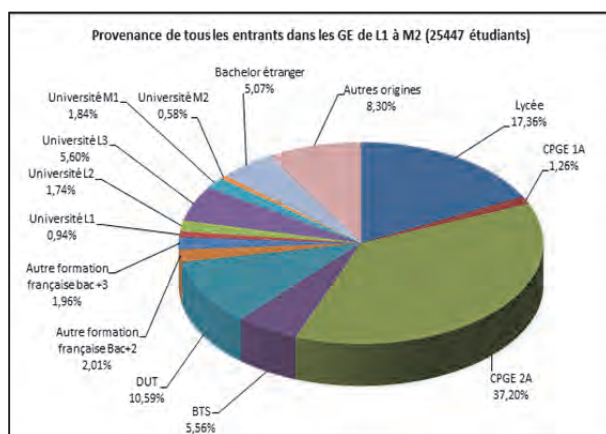
Cela conduit par des voies différentes à des représentations très proches des élèves non issus de CPGE dans les deux grands types de formations.

Dans différentes filières les IUT et à moindre titre les STS sont considérés par de nombreux étudiants comme des voies d'accès à des études supérieures longues avec une sécurisation professionnelle du parcours en cas de sortie intermédiaire.

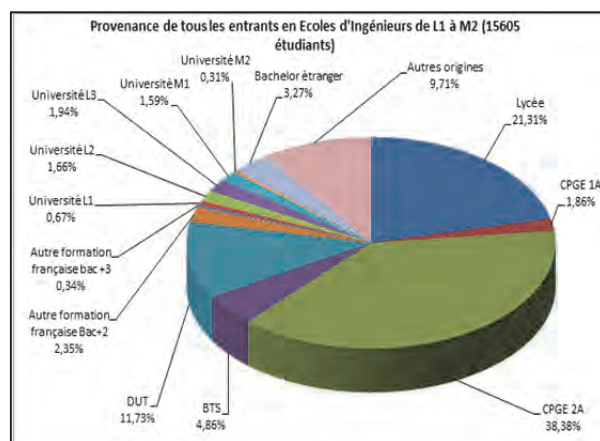
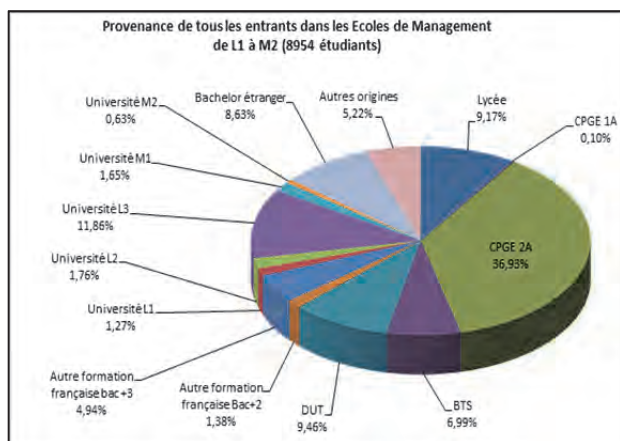
Une enquête menée en 2011 et portant sur les données communiquées par 86 écoles (44 % des écoles de la CGE représentant 41 % des étudiants

inscrits dans les écoles de la CGE) pour l'année 2010-2011 a permis de préciser ce nouveau paysage de l'accès aux grandes écoles. On y note que seulement 38,5 % des étudiants intégrant les grandes écoles sont issus de classes préparatoires et que les étudiants déjà titulaires d'un diplôme français de niveau bac+2 y représentent 18 %.

On observe également une attractivité certaine de nos formations pour des étudiants étrangers et de nombreuses possibilités saisies par des étudiants ayant débuté leur enseignement supérieur à l'université.



La grande variété des origines des étudiants est un facteur important de l'efficacité globale du système, avec la confrontation d'approches différentes, d'expériences différentes, de richesses différentes, de talents différents.

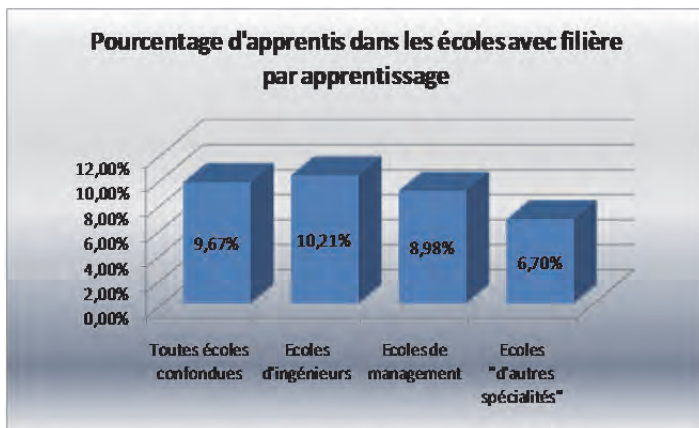
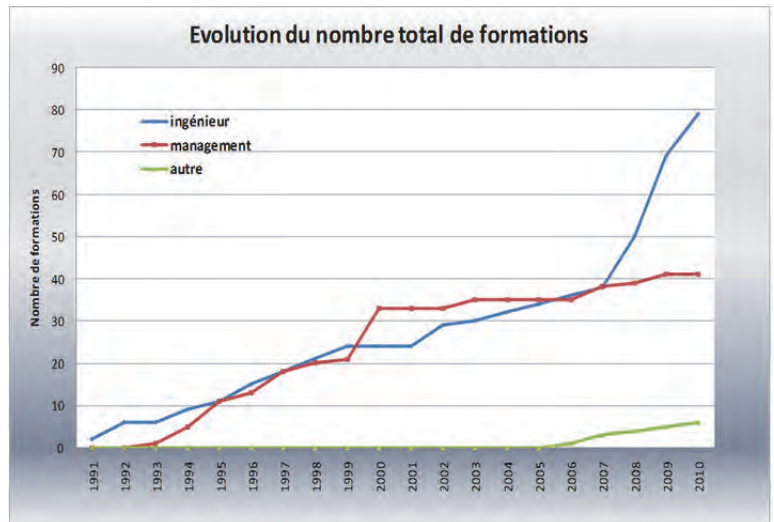


L'apprentissage dans les grandes écoles : accélération du développement de l'offre

Après la remise par la CGE de son *Livre blanc sur l'ouverture sociale des grandes écoles*, le 14 décembre 2010, le ministère avait retenu quatre axes principaux d'action parmi lesquels le développement de l'offre de formations par l'apprentissage. Début février 2011, les écoles ont été sollicitées par la CGE afin qu'elles transmettent des données quantitatives sur leurs pratiques d'apprentissage, ainsi que les difficultés qu'elles ont pu rencontrer ou rencontrent encore dans la mise en place de ces formations. Le taux de réponse s'est élevé à 60 %.

78 % (47 % du total des écoles membres) ont mis en place l'apprentissage avec la répartition suivante : 74 % des écoles d'ingénieurs, 86 % des écoles de management et 75 % des écoles d'autres spécialités (soit respectivement 42 %, 79 % et 15 % du total des écoles de chaque catégorie).

Les écoles de management ont été pionnières et majoritaires dans l'ouverture de telles formations jusqu'en 2000. En revanche, depuis 2004, ce sont les écoles d'ingénieurs qui ont ouvert annuellement le plus grand nombre de formations par apprentissage, avec un réel envol depuis 2008 (ce constat est à ramener au nombre d'écoles par catégorie et membres de la CGE). Ces dernières envisagent d'ailleurs 4 fois plus d'ouvertures de nouvelles formations par apprentissage dans les 3 années à venir que les écoles de management.



Près de 10 000 étudiants suivent des formations par apprentissage dans les GE de la CGE.

Le nombre moyen de formations par apprentissage dans les établissements qui en proposent s'établit à 1,4 : si un établissement déclare proposer 9 formations différentes par apprentissage, 80 n'en proposent qu'une seule et 11 en proposent 2.

Perspectives : De 2011 à 2014, le nombre total d'établissements proposant l'apprentissage devrait progresser de 14 % (18 % pour les écoles d'ingénieurs, 7 % pour les écoles de management). Quant au nombre total de formations, il devrait progresser de près de 20 % (environ +25 % dans les écoles d'ingénieurs, +12 % dans les écoles de management et +17 % dans les écoles d'autres spécialités). D'après les intentions affichées par les répondants, à terme 53 % des écoles membres de la CGE devraient être en mesure de proposer aux étudiants la possibilité de suivre partiellement leurs études par voie d'apprentissage, soit une progression de 6 % en 3 ans. Il faut bien évidemment ici tenir compte du fait que le statut de certains établissements leur interdit cette modalité de formation (c'est par exemple le cas des ENS, de l'ENA, des écoles militaires, etc...)

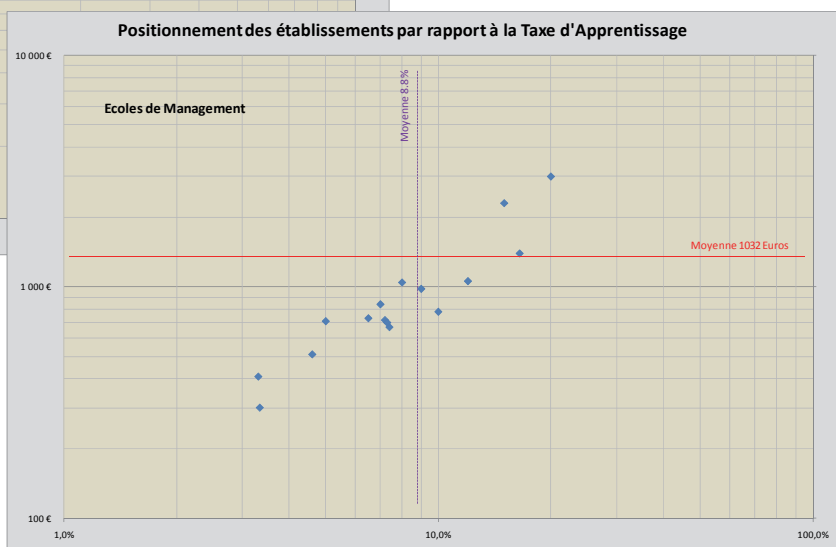
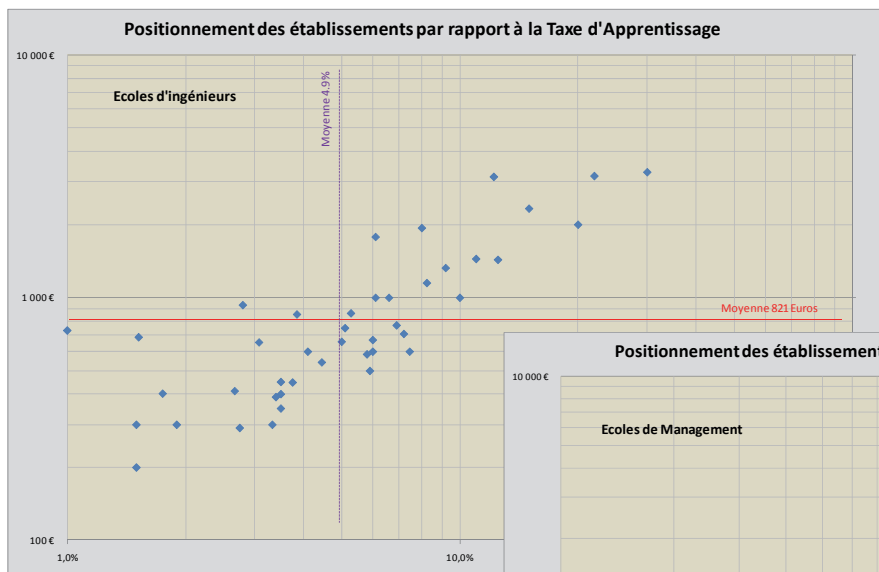
La taxe d'apprentissage : une contribution indispensable au financement des grandes écoles

Dans une recherche permanente de l'excellence et face aux exigences des différents référentiels nationaux et internationaux, le besoin de financement croît d'année en année.

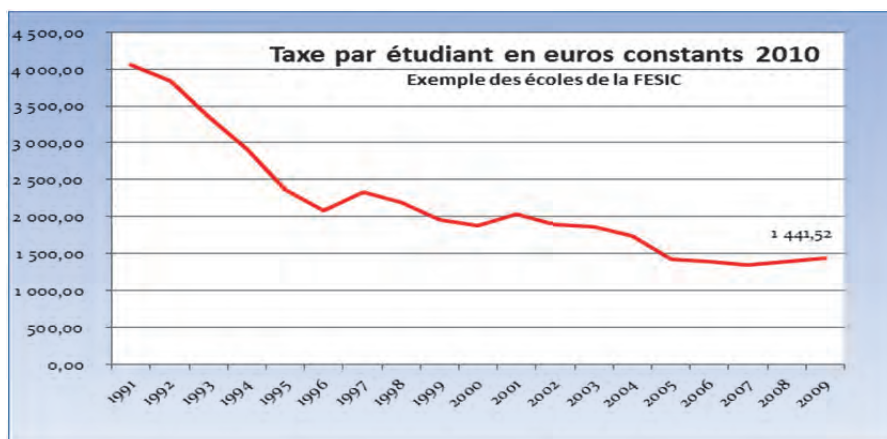
Les grandes écoles utilisent quatre sources principales de financement :

- **Les subventions de l'État et de collectivités territoriales**
- **Les droits de scolarité**
- **La taxe d'apprentissage**
- **Des ressources propres issues du *fundraising*, de prestations facturées...**

Suivant les statuts des établissements (publics, consulaires, associatifs), la part de ces composantes est variable mais partout la taxe d'apprentissage est un élément essentiel qui peut représenter jusqu'à 40 % des fonds libres pour une école interne aux universités.



En euros constants la collecte de taxe d'apprentissage par étudiant a été divisée par un facteur trois dans les écoles associatives de la FESIC.



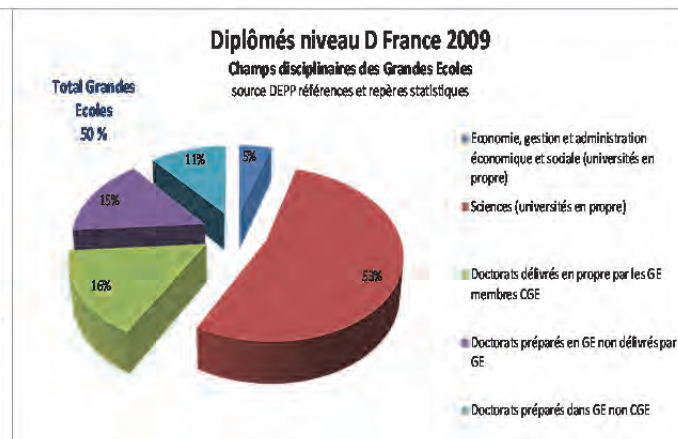
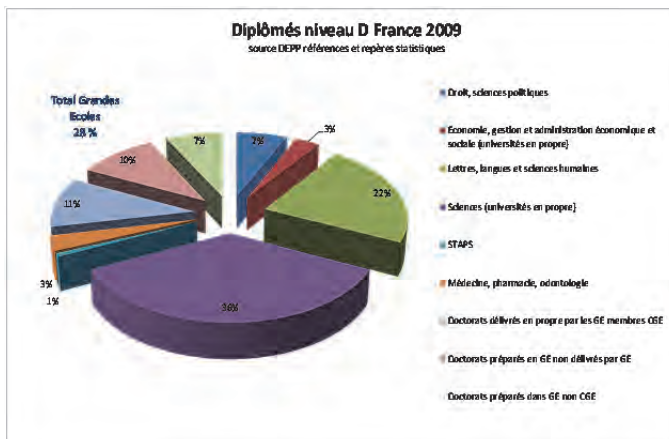
Formation doctorale dans les grandes écoles

Seules certaines grandes écoles, presque exclusivement des écoles d'ingénieurs, disposent de leur propre école doctorale, les autres accueillent des thésards dans leurs laboratoires, qui sont administrativement inscrits dans une école doctorale partenaire principalement universitaire. Il faut donc tenir compte de ces inscriptions différenciées dans le suivi des doctorants.

Doctorat par discipline	Total année 2009	% des diplômés	Dans les champs disciplinaires des GE	% des diplômés
Droit, sciences politiques	802	6,5%		
Economie, gestion et administration économique et sociale (universités en propre)	387	3,2%	387	5,5%
Lettres, langues et sciences humaines	2 750	22,4%		
Sciences (universités en propre)	4 379	35,7%	4 379	62,7%
STAPS	92	0,8%		
Médecine, pharmacie, odontologie	386	3,1%		
Doctorats délivrés en propre par les GE membres CGE	1 312	10,7%	1 312	18,8%
Doctorats préparés en GE non délivrés par GE	1 251	10,2%	1 251	17,9%
Doctorats préparés dans GE non CGE	902	7,4%	902	12,9%
Total universités	8 796	71,7%	3 515	50,4%
Total GE	3 465	28,3%	3 465	49,6%
Total France	12 261		6 980	

Les doctorants sont accueillis dans plus de 300 laboratoires ou équipes internes aux grandes écoles et 250 laboratoires mixtes associés à d'autres organismes.

Le pourcentage d'étudiants des grandes écoles qui poursuivent en thèse est actuellement de 7 % en moyenne, chiffre identique à celui des universités.



Mais cette moyenne cache de grandes disparités et le nombre de grandes écoles où le taux de poursuite en thèse des étudiants est supérieur à 10 % est important :

- * 17 % à l'École Centrale Paris,
- * 27 % à l'École Polytechnique, ...

Le secteur dans lequel évolue l'école est aussi décisif : entre 10 % et 18 % dans le secteur de l'agronomie, 15 % dans les écoles liées à l'aéronautique, entre 25 % et plus de 40 %, dans les écoles du secteur de la chimie, 40 % à l'Institut d'Optique, 60 % à l'ESPCI ParisTech, 73 % dans les Écoles normales supérieures.

THESA

Fruit d'un partenariat de longue date entre la CGE et [l'INIST-CNRS](#), [THESA](#) référence actuellement **plus de 4 300 sujets de thèse** en préparation dans **97 établissements de la CGE**, de l'année du dépôt à l'année suivant leur soutenance. THESA constitue un véritable vivier de connaissances scientifiques et techniques pour les milieux académiques, économiques et institutionnels. La plupart des thèses soutenues sont consultables en ligne.

- **Du laboratoire à l'emploi** : la rubrique « [Portraits de chercheurs](#) » recueille des portraits de docteurs et de doctorants des grandes écoles, afin d'illustrer leurs parcours, les raisons de leurs choix scientifiques, ainsi que leurs réussites académiques et professionnelles
- Les notices enregistrées dans THESA alimenteront également [le Portail national des thèses](#).

Les grandes tendances de la mobilité internationale étudiante

Enquête Conférence des Grandes Écoles – 2011

Depuis 2010, la CGE annonce son ambition de tripler le nombre d'étudiants étrangers dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur français d'ici à 10 ans. Un objectif ambitieux mais réaliste au regard des résultats de la dernière enquête menée dans 160 grandes écoles à ce sujet. En effet, ces dernières attirent toujours plus d'étudiants étrangers.

SYNTHESE Année 2009-2010					
TYPE de GRANDE ECOLE	Total français	Total étrangers	Nombre de diplômes délivrés dans l'année (niveau master minimum)	dont doubles diplômes	Diplômes délivrés dans les campus à l'étranger
Ingénieurs	115566	20466	5652	915	921
Management	83826	15095	3639	673	404
Autres spécialités	6896	806	74	16	
Total général	206288	36367	9365	1604	1325

Les diplômes des grandes écoles françaises sont très prisés par les étudiants étrangers

Les grandes écoles ont constaté une progression du nombre d'étudiants étrangers dans sa globalité avec une croissance soutenue pour 2 grandes régions du monde : Asie-Pacifique (hors Moyen-Orient) avec doublement des effectifs étudiants en 2 ans (tendance conforme à celle observée pour l'ensemble de l'enseignement supérieur français) ; et Maghreb avec une évolution de + 45 % en 2 ans.

Plus de la moitié des étudiants maghrébins et asiatiques présents en France dans les grandes écoles sont inscrits dans les écoles d'ingénieurs (5 146 pour le Maghreb et 5 318 pour l'Asie). Ils sont très majoritairement en formations diplômantes (4 980 pour le Maghreb et 4 967 pour l'Asie), soit en cursus ingénieur c'est-à-dire le programme principal de la grande école (respectivement 3 333 et 2 673) et en doctorat (809 pour le Maghreb et 1 010 pour l'Asie).

Les grandes écoles de commerce et de management accueillent elles aussi un grand nombre d'étudiants originaires d'Asie, (environ 3 300), mais comparativement aux écoles d'ingénieurs beaucoup plus d'étudiants européens (environ 5 000).

Une stabilité des séjours académiques à l'étranger pour les étudiants des grandes écoles

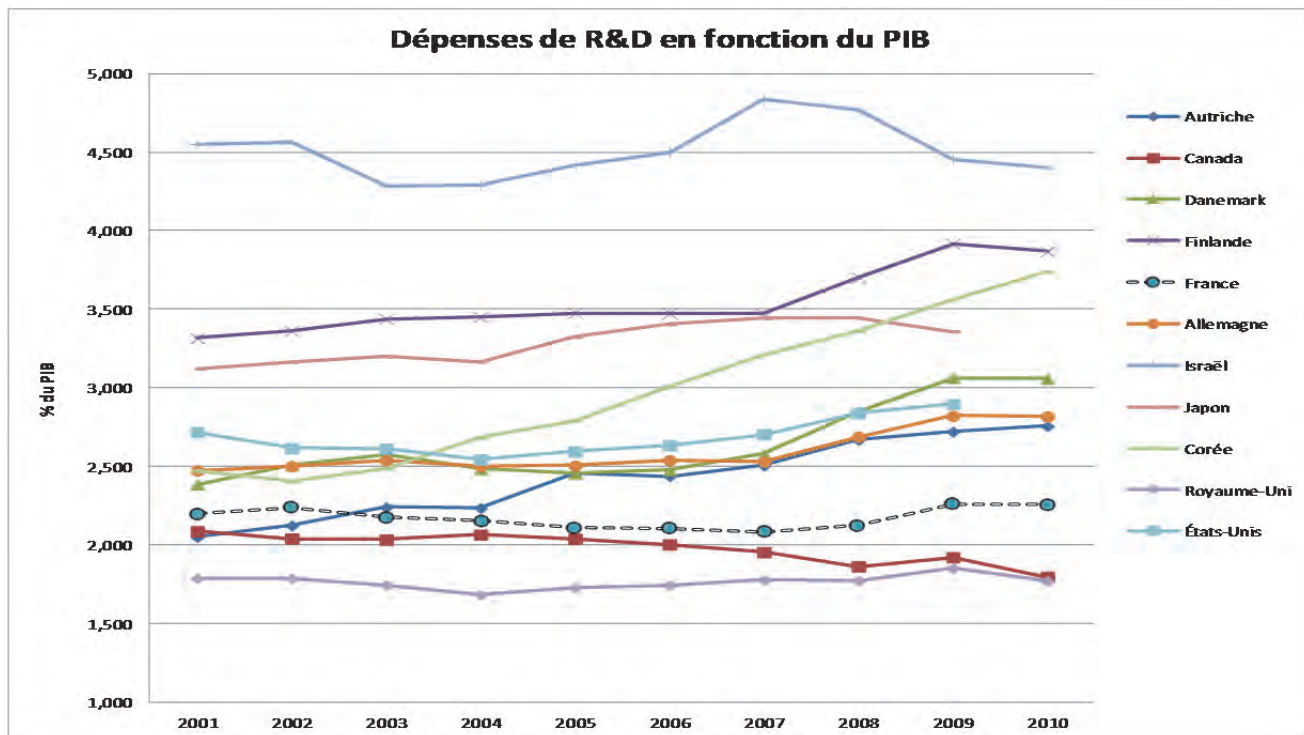
En 2009-2010, près de 19 000 étudiants des grandes écoles ont effectué un séjour d'études à l'étranger (en 2007-08, ils étaient environ 18 000). A l'inverse des étudiants étrangers en séjour en France, les étudiants des écoles membres de la CGE privilégient les formations non diplômantes (5 428 pour les élèves-ingénieurs ; 7 006 pour les étudiants en management).

Pour les séjours académiques, 2 zones géographiques sont en progression : l'Amérique latine et du Sud et l'Asie-Pacifique :

La zone Amérique latine et du Sud a accueilli davantage d'étudiants en 2009-2010. Le Brésil et le Chili, tous deux forts d'une économie dynamique, ont vu le nombre d'étudiants progresser d'une soixantaine d'étudiants pour le premier et une cinquantaine pour le second. Pour la zone Asie-Pacifique, 3 136 étudiants de grandes écoles y effectuent un séjour académique. L'Australie et la Corée du Sud deviennent des pays de plus en plus attractifs (respectivement 636 et 231 étudiants accueillis contre 427 pour le premier et 132 pour le second en 2007-2008). La Chine conserve sa première place (environ 1 000 étudiants présents sur place), cependant la progression est faible par rapport aux 2 autres pays cités précédemment.

La France dans la compétition de la connaissance et de la compétence

Les objectifs fixés à Lisbonne en 2000 pour faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010 comportaient notamment un indicateur de part de la R&D dans le PIB des pays.



Augmenter d'un point de PIB les dépenses de l'enseignement supérieur et la recherche.

20 milliards d'euros ; à répartir entre familles, entreprises, État.

Défiscaliser les frais de scolarité pendant 10 ans après le diplôme

Pour sa stature économique, la France investit peu dans son enseignement supérieur et sa recherche, même avec les efforts conséquents de la législature précédente. Le tableau ci-dessus montre combien la France a décroché par rapport à ses principaux partenaires. Cet enjeu est incontournable pour le pays, dont les finances publiques sont exsangues.

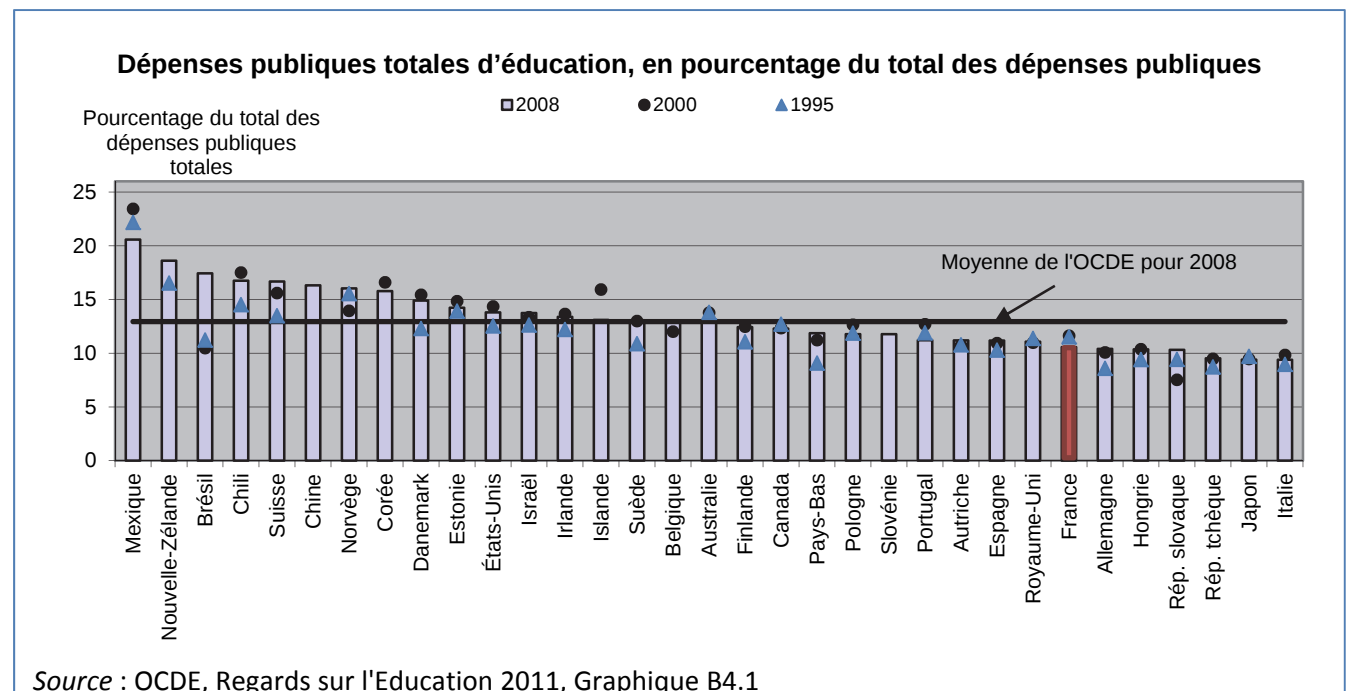
L'augmentation d'un point de PIB représente la somme considérable de 20 milliards d'euros, à réaliser sur une période de 7 à 10 ans. Concernant la répartition, nous proposons que cet effort soit scindé en trois tiers entre familles, entreprises et État.

La CGE propose un effort d'ESR qui repose progressivement sur 7 Mds€ d'effort supplémentaire de réorientations de dépenses publiques, 7 Mds€ de dépenses supplémentaires des entreprises et 7 Mds€ en provenance des étudiants. Les frais de scolarité moyens de 3 000 €/an seraient à payer par l'étudiant à son institution APRES les études, sous forme de contribution indexée sur une base d'environ 1 mois de salaire par année d'études supérieures réussie, proportionnelle au nombre d'années passées en formation et à leur niveau, associée à une défiscalisation sur 10 ans de 50 % de ces sommes.

Financement de l'enseignement supérieur – Comparaison internationale

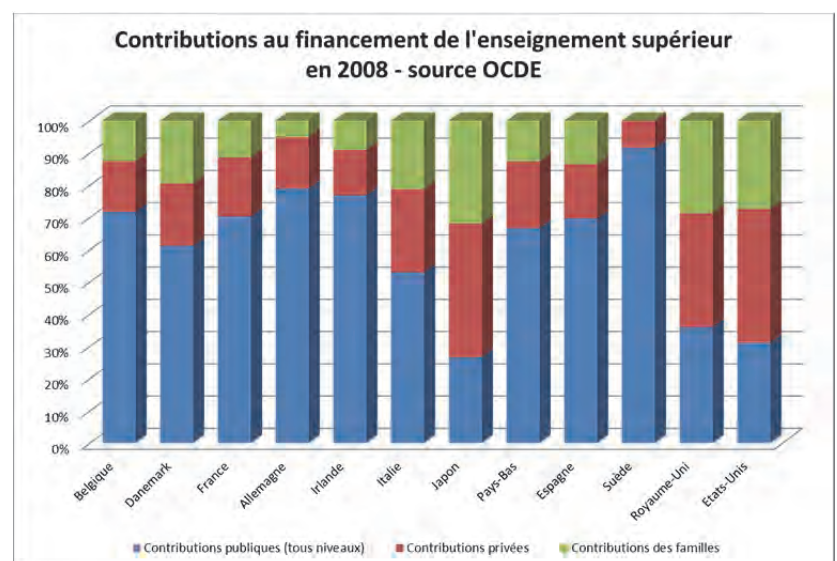
Entre 1995 et 2008, les dépenses publiques d'éducation ont augmenté en valeur absolue dans 20 des 28 pays dont les données sont comparables et ont aussi progressé légèrement en pourcentage du PIB, en moyenne, dans ces 28 pays. Bien que le processus de consolidation budgétaire n'ait épargné aucun domaine de l'action publique – en particulier depuis 2000 –, la part de l'éducation dans les budgets publics est passée de 11,8 % en 1995 à 12,9 % en 2008, en moyenne, dans les pays de l'OCDE.

En France, la part de l'éducation dans les budgets publics a diminué, passant de 11,5 % en 1995 à 10,6 % en 2008 (voir le tableau B4.1 ci-dessous).



Les choix des pays quant aux parts relatives des trois contributeurs - public, privé et familles - sont porteurs d'engagements quant à la reconnaissance du service public de l'éducation.

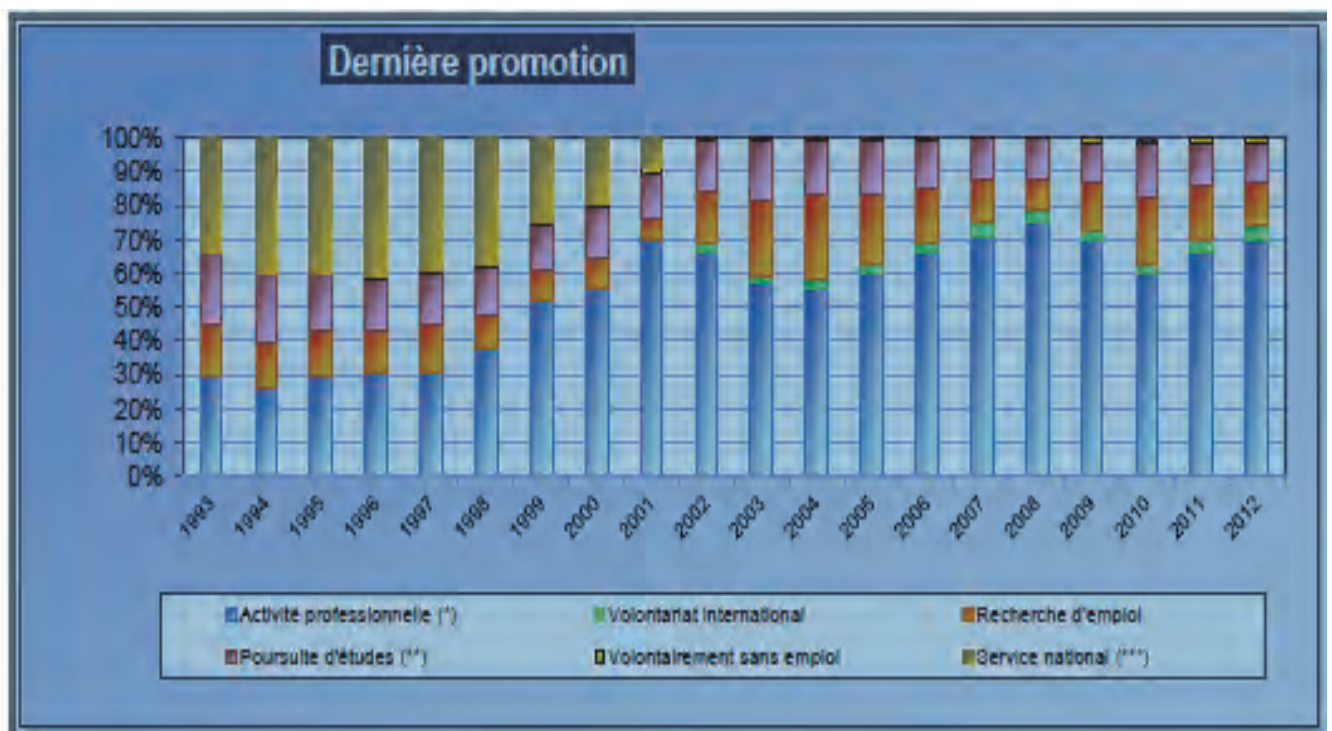
Face aux enjeux des évaluations nationales et internationales qui conduisent à des coûts de revient des formations en forte croissance, les grandes écoles estiment indispensable de poser la question de la contribution des diplômés au vu de l'état des finances publiques.



Insertion des jeunes diplômés : des indicateurs d'insertion de la promotion 2011

A ce jour, au niveau M, les grandes écoles diplôment, chaque année, environ 67 000 étudiants sur un total de 163 000 pour l'ensemble de l'enseignement supérieur français (41 %).

Après 2 promotions touchées par la crise, les diplômés de 2011 retrouvent un **niveau d'employabilité équivalent à celui de l'année 2007**. L'ensemble des indicateurs issus de l'enquête 2012 dépasse ceux de 2011, à l'exception du taux net d'emploi des managers de la dernière promotion qui reste sensiblement au même niveau que l'an dernier (83,5 % contre 83,7 % en 2011). **Globalement, ce sont les ingénieurs de la dernière promotion qui profitent le plus de cette amélioration.** À leur « plus bas » en 2010, les indicateurs avaient commencé à s'améliorer l'an dernier, une tendance qui se poursuit en 2012.



Le taux net d'emploi (85 %) progresse de pratiquement 1 point par rapport à l'an dernier.

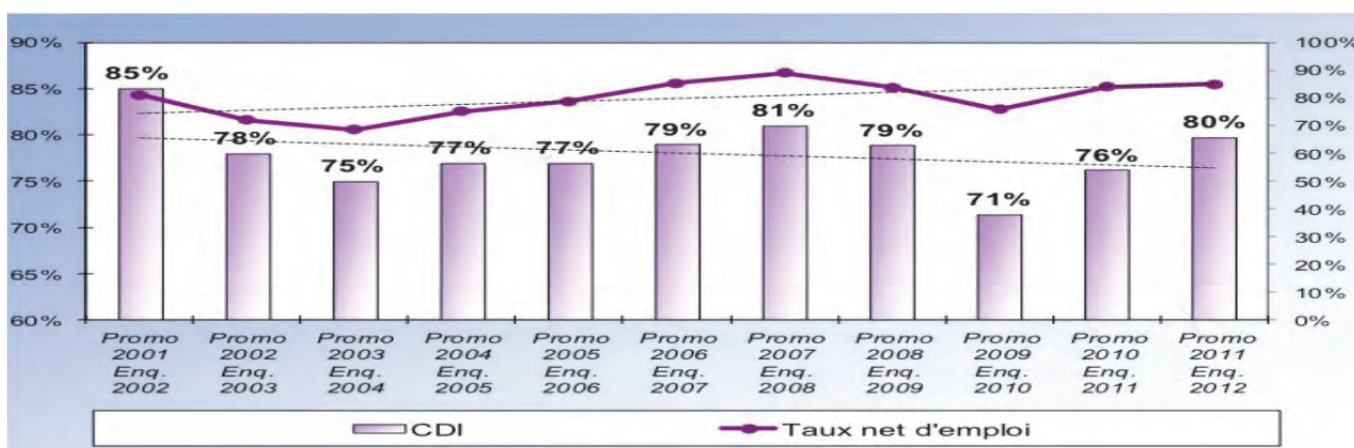
EN SYNTHÈSE - les 5 grandes tendances de cette enquête 2012 :

- Un taux net d'emploi qui continue de progresser
- Les salaires des jeunes diplômés en légère augmentation
- La région parisienne redevient le premier bassin d'emploi devant la province
- Le taux de transformation stage/emploi est nettement plus important pour les ingénieurs que les managers
- La structure des secteurs recruteurs, tant pour les diplômés ingénieurs que ceux des écoles de management, traduit une tendance lourde à l'externalisation

Insertion des jeunes diplômés : des indicateurs d'insertion de la promotion 2011

Le taux net d'emploi (85 %) progresse de pratiquement 1 point par rapport à l'an dernier. Une tendance à la hausse qui se confirme en 2012 pour les indicateurs d'insertion professionnelle des jeunes diplômés :

Principaux indicateurs d'insertion						
Comparaison entre les enquêtes 2012 et 2011						
	Enquête 2011			Enquête 2012		
Dernière promotion sortie :	Promotion 2010			Promotion 2011		
Indicateurs	Ingénieurs	Management	Ensemble	Ingénieurs	Management	Ensemble
En activité professionnelle (y compris thèses CIFRE)	68,1%	72,1%	69,4%	69,2%	73,8%	70,6%
Taux net d'emploi (y compris thèses CIFRE)	84,2%	83,7%	84,0%	85,7%	83,5%	84,9%
Part en CDI (y compris thèses CIFRE)	76,4%	76,7%	76,2%	80,2%	79,4%	79,8%
% ayant trouvé leur 1er emploi en moins de 2 mois	80,2%	76,2%	79,0%	84,1%	78,5%	82,5%
Salaire annuel brut hors primes France	32 050 €	33 060 €	32 320 €	33 079 €	34 164 €	33 376 €
Salaire brut annuel avec primes France	34 220 €	36 710 €	34 880 €	35 559 €	37 651 €	36 148 €
Salaire annuel brut hors primes	32 540 €	34 270 €	33 030 €	33 725 €	35 226 €	34 173 €
Salaire brut annuel avec primes	34 800 €	38 420 €	35 840 €	36 406 €	39 244 €	37 268 €
Avant dernière promotion	Promotion 2009			Promotion 2010		
Indicateurs	Ingénieurs	Management	Ensemble	Ingénieurs	Management	Ensemble
En activité professionnelle (y compris thèses CIFRE)	78,8%	81,8%	79,6%	81,6%	84,7%	82,4%
Taux net d'emploi (y compris thèses CIFRE)	93,8%	92,0%	93,4%	94,7%	92,9%	94,2%
Part en CDI (y compris thèses CIFRE)	84,7%	80,9%	83,5%	86,1%	86,9%	86,1%
% ayant trouvé leur 1er emploi en moins de 2 mois	62,5%	62,8%	62,4%	70,6%	67,5%	69,9%
Salaire annuel brut hors primes France	32 850 €	33 060 €	32 850 €	33 729 €	34 340 €	33 847 €
Salaire brut annuel avec primes France	35 500 €	36 860 €	35 710 €	36 483 €	38 643 €	36 952 €
Salaire annuel brut hors primes ¹	33 620 €	34 720 €	33 820 €	34 620 €	35 796 €	34 866 €
Salaire brut annuel avec primes ¹	36 520 €	39 040 €	37 020 €	37 729 €	40 443 €	38 336 €



EN SYNTHÈSE - les 5 grandes tendances de cette enquête 2012 :

- Un taux net d'emploi qui continue de progresser
- Les salaires des jeunes diplômés en légère augmentation
- La région parisienne redevient le premier bassin d'emploi devant la province
- Le taux de transformation stage/emploi est nettement plus important pour les ingénieurs que les managers
- La structure des secteurs recruteurs, tant pour les diplômés ingénieurs que ceux des écoles de management, traduit une tendance lourde à l'externalisation